

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

| Effectif légal | Présents ou Représentés | Procurations + Absents |
|-------------------|-------------------------------|---------------------------|
| 80 | 58 | 22 |

N° de la séance : 80

Objet de la délibération : Direction des
Ressources Humaines - Mise en place d'un
régime obligatoire frais de santé pour les
Régies Eau potable et Assainissement

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

N° Enregistrement : CC.2021.151

Date de la convocation :
Le 29/06/2021

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **- 9 JUL. 2021**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 JUL. 2021**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 05 juillet 2021

L'an deux mil vingt et un et le 05 juillet à 14h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, aux espaces du fort carré, avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Eric CHALVIN, Marguerite BLAZY, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, Audouin RAMBAUD, Geneviève PIERRAT, Eric DUPLAY, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Marika ROMAN, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, David SIMPLOT, Isabelle GARCIA, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAoui HUGUENIN VUILLEMIN, Cédric BOURGON, Céline LAMBIN, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Lionnel LUCA à Marie-Rose BENASSAYAG, Jean-Bernard MION à Jean-Pierre DERMIT, Georges VAZIA à Eric CHALVIN, François ZEMA à Aline ABRAVANEL, Marie ANASSE à Christophe FONCK, Simone TORRES-FORET DODELIN à Alexia MISSANA, Serge AMAR à Eric DUPLAY, Catherine LANZA à Eric CHALVIN, Marc BORIOSI à Jean LEONETTI, Hassan EL JAZOULI à Eric DUPLAY, Marion MUSSO à Christophe FONCK, Alain BERNARD à Marika ROMAN

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Jean-Pierre MASCARELLI, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Tanguy CORNEC, Christophe ETORE, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, Valérie ROLLAND, Marie OZENDA

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur POMA,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », ayant modifié l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer, à compter du 1^{er} janvier 2020, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

Vu les délibérations du Conseil Communautaire n°CC.2019.032 et n°CC.2019.033 en date du 1^{er} avril 2019 relatives à la prise des compétences « Eau Potable » et « Assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020.

Ainsi, au 1^{er} janvier 2020 la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées ;

A ce titre, et par délibérations n°CC.2019.136 et n°2019.137 du Conseil Communautaire en date du 14 octobre 2019, la C.A.S.A a fait le choix de créer deux régies à seule autonomie financière chargées de la gestion des services publics industriels et commerciaux relatifs à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées.

Les agents d'une régie en charge d'un service public industriel et commercial sont soumis aux dispositions du droit privé.

Aussi, en application des dispositions de la loi n°2013-504 en date du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, et de l'article L. 911-1 du Code de la Sécurité sociale, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis met en place, par Décision Unilatérale Employeur, des garanties collectives, en complément de celles qui résultent de l'organisation de la Sécurité Sociale pour la Régie Eau potable et la Régie Assainissement. Le niveau de garanties choisi est le GE3 à 1.44 % du Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale en cotisation « isolé », ce qui représente 30,75 € / mois / salarié. Sur ce montant, la CASA prend à sa charge, pour chaque salarié, une participation mensuelle de 26 €.

Vu l'avis favorable des Conseils d'Exploitation Eau et Assainissement du 24 juin ;

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver les Décision Unilatérale Employeur relatives à la mise en place d'un régime obligatoire frais de santé pour les agents des Régies Eau Potable et Assainissement, dont les projets sont en annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Directeur des Régies Eau potable et Assainissement à signer ces Décisions Unilatérales Employeur.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les Décision Unilatérale Employeur relatives à la mise en place d'un régime obligatoire frais de santé pour les agents des Régies Eau Potable et Assainissement, dont les projets sont en annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Directeur des Régies Eau potable et Assainissement à signer ces Décisions Unilatérales Employeur.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 05 juillet 2021
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

DÉCISION UNILATERALE EMPLOYEUR RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME OBLIGATOIRE FRAIS DE SANTÉ

ENSEMBLE DU PERSONNEL ou cotisants AGIRC ou non cotisants AGIRC

Lettre remise à chaque salarié, en application de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale.

Après avoir **informé l'Ensemble du Personnel de droit privé,**

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Régie de l'EAU POTABLE**, dont le siège social est situé en **Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 ANTIBES** et représentée par **Mr Olivier BERARD** agissant en qualité de **Directeur**, autorisé à signer la présente par délibération du Conseil Communautaire du 5 juillet 2021, a décidé par Décision Unilatérale Employeur de mettre en place, pour le Personnel visé, un régime de couverture frais de santé obligatoire.

La **Régie de l'EAU POTABLE** rappelle dans la présente les modalités de mise en place de la couverture « **frais de santé** » à adhésion obligatoire. Cette décision s'inscrit dans le dispositif social et fiscal en vigueur au jour de sa prise d'effet.

Pour ce faire, la **Régie de l'EAU POTABLE** a confié la gestion du régime « **frais de santé** » à compter du **1^{er} octobre 2021** à **Malakoff Humanis**, Société Anonyme au capital de 510 426 261 euros. Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris. Siège social : 21 rue Laffite - 75009 Paris Société appartenant au Groupe Malakoff Humanis immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Le régime frais de santé, financé en partie par l'employeur, a pour objet d'offrir aux salariés des prestations complémentaires à celles servies par le régime de base de la Sécurité Sociale, leur octroyant ainsi une meilleure couverture sociale.

Le présent régime et le contrat d'assurance y afférent sont mis en œuvre conformément aux prescriptions visant les contrats responsables, notamment les articles L. 871-1 et L. 242-1 du Code de la sécurité sociale, ainsi que les articles 83, 1^o quater et 1001, 2^o bis du Code général des impôts.

En application des dispositions de la loi n°2013-504 en date du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, et de l'article L.911-1 du Code de la Sécurité sociale, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis met en place, par Décision Unilatérale, des garanties collectives, en complément de celles qui résultent de l'organisation de la Sécurité Sociale. Le niveau de garanties choisi est le GE3 à 0.97% du Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale en cotisation « isolé », ce qui représente 30,75 € / mois / salarié. Sur ce montant, la CASA prend à sa charge, pour chaque salarié, une participation mensuelle de 26 €.

Le régime répond également aux obligations introduites par la loi Fillon n°2003-775 du 21 août 2003 et complétées par le décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire et la circulaire de la Direction de la sécurité sociale n°DSS/SD5B/2013/344 du 25 septembre 2013, elle-même complétée par la lettre circulaire de l'ACOSS du 4 février 2014.

Le respect de ces conditions permettra à chacun de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux :

- le bénéfice de la déduction fiscale, prévue à l'article 83, 1^o quater du Code général des impôts, qui permet de déduire du revenu imposable les cotisations versées aux régimes collectifs de complémentaire santé auxquels le salarié est affilié à titre obligatoire, dans la limite d'un plafond, qui tient compte des

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

versements du salarié (*loi n°2013-1278 de finances pour 2014 du 29 décembre 2013 et extrait BOFIP 30-10-20 du 04/02/2014*) ;

- le bénéfice de l'exonération de charges sociales (hors CSG/CRDS), prévue à l'article D.242-1 du code de la Sécurité sociale, pour les contributions patronales finançant des garanties collectives ayant pour objet le remboursement des frais de santé auxquelles le salarié est affilié à titre obligatoire (*décret du 9 janvier 2012 susvisé et sa circulaire d'application*).

Bénéficiaires

- Le régime frais de santé couvre **l'Ensemble du Personnel de droit privé de la Régie de l'EAU POTABLE, l'adhésion des ayants droit n'est pas obligatoire, tels que définis dans les conditions particulières du contrat d'assurance.**

L'adhésion du personnel de droit privé revêt un caractère obligatoire.

Sous réserve de pouvoir justifier du bénéfice des dérogations prévues ci-après, l'ensemble des salariés visés par le régime frais de santé, sont obligés de cotiser.

Toutefois, les salariés déjà présents dans l'entreprise lors de la mise en place du régime frais de santé peuvent, s'ils le souhaitent, refuser de cotiser à ce régime conformément à l'article 11 de la loi Evin n°89-1009 du 31 décembre 1989. Il leur sera demandé dans ce cas de remplir une attestation écrite de refus d'adhésion.

Les salariés embauchés postérieurement ne pourront s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisations sur ce fondement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 susvisé et sa circulaire d'application, il est admis que certains salariés peuvent choisir de ne pas cotiser :

- L'adhésion au régime reste facultative, sans remise en cause du bénéfice de l'exclusion d'assiette, pour les salariés, quelle que soit leur date d'embauche, bénéficiaires de la CMU complémentaire en application de l'article L. 861-3 ou d'une aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) en application de l'article L. 863-1 et pour les salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé au moment de la mise en place des garanties ou de l'embauche si elle est postérieure.

Dans ces cas, la dispense, qui doit être justifiée par tout document utile, peut jouer jusqu'à l'échéance du contrat individuel ou jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ou de cette aide pour la CMU-C et l'ACS.

- L'adhésion au régime reste facultative, sans remise en cause du bénéfice de l'exclusion d'assiette et quelle que soit leur date d'embauche :

- pour les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à douze mois à condition de justifier par écrit en produisant tous documents probants d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties ;
- pour les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à douze mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs ;
- pour les salariés à temps partiel et apprentis dont l'adhésion au système de garanties les conduirait à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute.

- L'adhésion au régime reste facultative, sans remise en cause du bénéfice de l'exclusion d'assiette, pour les salariés, quelle que soit leur date d'embauche, qui bénéficient par ailleurs (*par exemple, dans le cadre d'un autre emploi*), y compris en tant qu'ayants droit (*par exemple, par le biais de son conjoint sous réserve du caractère obligatoire de l'adhésion des ayants droit*), d'une couverture collective relevant d'un dispositif de prévoyance complémentaire conforme à un de ceux fixés par l'arrêté du 26 mars 2012 (NOR : ETSS1208891A) :

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

- dispositif de prévoyance complémentaire relevant du sixième alinéa de l'article L. 242-1 du même code,
- contrat d'assurance de groupe dits « Madelin » issu de la loi n°94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle,
- régime de fonctionnaires régi par le décret n°2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'Etat et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels,
- régime des agents territoriaux régi par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
- régime local d'Alsace-Moselle, en application des articles D. 325-6 et D. 325-7 du code de la sécurité sociale,
- régime complémentaire d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) en application du décret n°46-1541 du 22 juin 1946,
- régime spécial de sécurité sociale des gens de mer (ENIM),
- caisse de prévoyance et de retraite des personnels de la SNCF (CPRPSNCF).

Dans ce cas, le salarié doit justifier de cette couverture chaque année.

Un salarié affilié au régime collectif et obligatoire de son entreprise, qui se trouve couvert ultérieurement par un dispositif ci-dessus énuméré (ex : couverture par le biais du conjoint), peut faire valoir sa dispense d'adhésion au régime de son entreprise auquel il adhérerait antérieurement.

Dans tous les cas, l'employeur doit être en mesure de produire la demande de dispense écrite des salariés concernés.

| |
|--------------------------------------------|
| Financement du régime - cotisations |
|--------------------------------------------|

Le financement du régime frais de santé se fait par le biais d'une cotisation patronale et d'une cotisation salariale précomptée sur le bulletin de paie.

La répartition de ce financement se fait de la manière suivante :

Cotisation mensuelle à compter du **1^{er} octobre 2021 – PMSS 2020 – 1,44%**

Isolé : 1,44% du PMSS

| Structure de cotisations | Part patronale | Part salariale | Cotisation totale |
|--------------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Isolé | 26€ | 4,75€ | |
| Duo | 0% | 100% | |
| Famille | 0% | 100% | |

Les cotisations seront retenues sur le salaire du salarié et pourront être révisées chaque année selon l'évolution du contrat d'assurance collective.

Toute évolution ultérieure de la cotisation sera répercutée dans les mêmes proportions que celles prévues dans la présente décision.

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

Garanties

En ce qui concerne la définition des garanties, il convient de se reporter au contrat d'assurance collective à adhésion obligatoire conclu entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la mutuelle.
A titre indicatif, le tableau des garanties souscrites est joint à la présente.

❖ **Maintien de la garantie pendant la suspension du contrat de travail du salarié**

Conformément aux dispositions de l'article L.242-1 du Code de la Sécurité sociale et de la lettre-circulaire ACOSS 2008-14 du 22 janvier 2008 dont les dispositions sont reprises dans la circulaire n° DSS/5B/2009/32 du 30 janvier 2009, les garanties sont maintenues aux salariés dans les cas de suspension du contrat de travail donnant lieu à indemnisation. Lorsque pendant une période de suspension du contrat de travail, le salarié bénéficie d'un maintien de salaire (total ou partiel) ou bien d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, les garanties prévues par le présent régime doivent être maintenues pendant toute la durée de suspension du contrat de travail indemnisée. La participation de l'employeur doit également être maintenue au profit du salarié pendant toute la durée de suspension du contrat de travail indemnisée (sauf maintien de garantie gratuit).

A contrario, l'employeur n'a pas d'obligation de maintenir le régime collectif obligatoire ainsi que sa participation au profit des salariés en suspension de contrat de travail non indemnisée. Il peut s'agir des salariés absents en raison d'une maladie, d'une maternité ou d'un accident ou des salariés absents pour des raisons autres que médicales (ex : congé parental, congé sans solde, congé sabbatique, etc.). L'exclusion de l'assiette des cotisations de sécurité sociale des contributions patronales ne peut donc pas être remise en cause au motif que le régime n'organiserait pas le maintien des garanties et de la contribution de l'employeur au profit des salariés en suspension de contrat de travail non indemnisée.

❖ **Maintien de la garantie après rupture du contrat de travail du salarié - portabilité des droits**

Sous réserve de justifier de leur situation, les anciens salariés dont le contrat de travail a fait l'objet d'une rupture ouvrant droit à indemnisation de l'assurance chômage, à l'exclusion d'un licenciement pour faute lourde, continuent à bénéficier du contrat d'assurance, dans les conditions définies à l'article 14 de l'ANI du 11/01/08 modifié par avenant n°3 de mai 2009 étendu par arrêté du 07/10/09 publié au JO du 15/10/09 et dans les conditions définies à l'article L.911-8 du Code de la sécurité sociale pour toute rupture de contrat de travail intervenant à compter du 1^{er} juin 2014. Les modalités de la portabilité des droits figurent dans la notice d'information.

Informations individuelle et collective

En qualité de souscripteur, la **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - - Régie de l'EAU POTABLE** remettra à chaque salarié de droit privé et à tout nouvel embauché sous contrat de droit privé, une notice d'information rédigée par l'assureur résumant notamment les garanties et leurs modalités d'application.

Les salariés sous contrat de droit privé de la **Régie de l'EAU POTABLE** seront informés individuellement, selon la même méthode, de toute modification des garanties.

Pour la bonne règle, une copie de la présente décision a été remise en mains propres aux salariés de droit privé contre émargement.

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

| |
|---------------------------------------------------------|
| Date d'effet et durée de l'engagement unilatéral |
|---------------------------------------------------------|

L'engagement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de mettre en place ce régime est à durée indéterminée. Il sera susceptible d'être dénoncé, après mise en œuvre de la procédure prévue par la jurisprudence, concernant la dénonciation des usages et engagements unilatéraux de l'employeur.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis réexaminera le choix de l'organisme assureur dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'effet de la présente décision.

La présente Décision Unilatérale Employeur prend effet à compter du **1^{er} octobre 2021**.

Fait à Sophia Antipolis, le
En double exemplaire

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Régie Eau potable

Monsieur Olivier BERARD

Directeur Régie Eau Potable

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

DÉCISION UNILATERALE EMPLOYEUR RELATIVE A LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME OBLIGATOIRE FRAIS DE SANTÉ

ENSEMBLE DU PERSONNEL ou cotisants AGIRC ou non cotisants AGIRC

Lettre remise à chaque salarié, en application de l'article L. 911-1 du code de la sécurité sociale.

Après avoir **informé l'Ensemble du Personnel de droit privé,**

La **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Régie ASSAINISSEMENT**, dont le siège social est situé en **Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06600 ANTIBES** et représentée par **Mr Olivier BERARD** agissant en qualité de **Directeur**, autorisé à signer la présente par délibération du Conseil Communautaire en date du 5 juillet 2021, a décidé par Décision Unilatérale Employeur de mettre en place, pour le Personnel visé, un régime de couverture frais de santé obligatoire.

La **Régie ASSAINISSEMENT** rappelle dans la présente les modalités de mise en place de la couverture « **frais de santé** » à adhésion obligatoire. Cette décision s'inscrit dans le dispositif social et fiscal en vigueur au jour de sa prise d'effet.

Pour ce faire, la **Régie ASSAINISSEMENT** a confié la gestion du régime « **frais de santé** » à compter du **1^{er} octobre 2021** à **Malakoff Humanis**, Société Anonyme au capital de 510 426 261 euros. Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris. Siège social : 21 rue Laffite - 75009 Paris Société appartenant au Groupe Malakoff Humanis immatriculé sur le registre italien des groupes d'assurances sous le numéro 026

Le régime frais de santé, financé en partie par l'employeur, a pour objet d'offrir aux salariés des prestations complémentaires à celles servies par le régime de base de la Sécurité Sociale, leur octroyant ainsi une meilleure couverture sociale.

Le présent régime et le contrat d'assurance y afférent sont mis en œuvre conformément aux prescriptions visant les contrats responsables, notamment les articles L. 871-1 et L. 242-1 du Code de la sécurité sociale, ainsi que les articles 83, 1^o quater et 1001, 2^o bis du Code général des impôts.

En application des dispositions de la loi n°2013-504 en date du 14 juin 2013 relative à la sécurisation de l'emploi, et de l'article L.911-1 du Code de la Sécurité sociale, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis met en place, par Décision Unilatérale Employeur, des garanties collectives, en complément de celles qui résultent de l'organisation de la Sécurité Sociale. Le niveau de garanties choisi est le GE3 à 0.97% du Plafond Mensuel de la Sécurité Sociale en cotisation « isolé », ce qui représente 30,75 € / mois / salarié. Sur ce montant, la CASA prend à sa charge, pour chaque salarié, une participation mensuelle de 26 €.

Le régime répond également aux obligations introduites par la loi Fillon n°2003-775 du 21 août 2003 et complétées par le décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 relatif au caractère collectif et obligatoire des garanties de protection sociale complémentaire et la circulaire de la Direction de la sécurité sociale n°DSS/SD5B/2013/344 du 25 septembre 2013, elle-même complétée par la lettre circulaire de l'ACOSS du 4 février 2014.

Le respect de ces conditions permettra à chacun de bénéficier d'avantages fiscaux et sociaux :

- le bénéfice de la déduction fiscale, prévue à l'article 83, 1^o quater du Code général des impôts, qui permet de déduire du revenu imposable les cotisations versées aux régimes collectifs de complémentaire santé auxquels le salarié est affilié à titre obligatoire, dans la limite d'un plafond, qui tient compte des

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

versements du salarié (*loi n°2013-1278 de finances pour 2014 du 29 décembre 2013 et extrait BOFIP 30-10-20 du 04/02/2014*) ;

- le bénéfice de l'exonération de charges sociales (hors CSG/CRDS), prévue à l'article D.242-1 du code de la Sécurité sociale, pour les contributions patronales finançant des garanties collectives ayant pour objet le remboursement des frais de santé auxquelles le salarié est affilié à titre obligatoire (*décret du 9 janvier 2012 susvisé et sa circulaire d'application*).

Bénéficiaires

- Le régime frais de santé couvre **l'Ensemble du Personnel de droit privé de la Régie ASSAINISSEMENT, l'adhésion des ayants droit n'est pas obligatoire, tels que définis dans les conditions particulières du contrat d'assurance.**

L'adhésion du personnel de droit privé revêt un caractère obligatoire.

Sous réserve de pouvoir justifier du bénéfice des dérogations prévues ci-après, l'ensemble des salariés visés par le régime frais de santé, sont obligés de cotiser.

Toutefois, les salariés déjà présents dans l'entreprise lors de la mise en place du régime frais de santé peuvent, s'ils le souhaitent, refuser de cotiser à ce régime conformément à l'article 11 de la loi Evin n°89-1009 du 31 décembre 1989. Il leur sera demandé dans ce cas de remplir une attestation écrite de refus d'adhésion.

Les salariés embauchés postérieurement ne pourront s'opposer au précompte de leur quote-part de cotisations sur ce fondement.

Par ailleurs, conformément aux dispositions du décret n° 2012-25 du 9 janvier 2012 susvisé et sa circulaire d'application, il est admis que certains salariés peuvent choisir de ne pas cotiser :

- L'adhésion au régime reste facultative, sans remise en cause du bénéfice de l'exclusion d'assiette, pour les salariés, quelle que soit leur date d'embauche, bénéficiaires de la CMU complémentaire en application de l'article L. 861-3 ou d'une aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) en application de l'article L. 863-1 et pour les salariés couverts par une assurance individuelle frais de santé au moment de la mise en place des garanties ou de l'embauche si elle est postérieure.

Dans ces cas, la dispense, qui doit être justifiée par tout document utile, peut jouer jusqu'à l'échéance du contrat individuel ou jusqu'à la date à laquelle les salariés cessent de bénéficier de cette couverture ou de cette aide pour la CMU-C et l'ACS.

- L'adhésion au régime reste facultative, sans remise en cause du bénéfice de l'exclusion d'assiette et quelle que soit leur date d'embauche :

- pour les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée d'une durée au moins égale à douze mois à condition de justifier par écrit en produisant tous documents probants d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs pour le même type de garanties ;
- pour les salariés et apprentis bénéficiaires d'un contrat à durée déterminée d'une durée inférieure à douze mois, même s'ils ne bénéficient pas d'une couverture individuelle souscrite par ailleurs ;
- pour les salariés à temps partiel et apprentis dont l'adhésion au système de garanties les conduirait à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute.

- L'adhésion au régime reste facultative, sans remise en cause du bénéfice de l'exclusion d'assiette, pour les salariés, quelle que soit leur date d'embauche, qui bénéficient par ailleurs (*par exemple, dans le cadre d'un autre emploi*), y compris en tant qu'ayants droit (*par exemple, par le biais de son conjoint sous réserve du caractère obligatoire de l'adhésion des ayants droit*), d'une couverture collective relevant d'un dispositif de prévoyance complémentaire conforme à un de ceux fixés par l'arrêté du 26 mars 2012 (NOR : ETSS1208891A) :

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

- dispositif de prévoyance complémentaire relevant du sixième alinéa de l'article L. 242-1 du même code,
- contrat d'assurance de groupe dits « Madelin » issu de la loi n°94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle,
- régime de fonctionnaires régit par le décret n°2007-1373 du 19 septembre 2007 relatif à la participation de l'Etat et de ses établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs personnels,
- régime des agents territoriaux régit par le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,
- régime local d'Alsace-Moselle, en application des articles D. 325-6 et D. 325-7 du code de la sécurité sociale,
- régime complémentaire d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) en application du décret n°46-1541 du 22 juin 1946,
- régime spécial de sécurité sociale des gens de mer (ENIM),
- caisse de prévoyance et de retraite des personnels de la SNCF (CPRPSNCF).

Dans ce cas, le salarié doit justifier de cette couverture chaque année.

Un salarié affilié au régime collectif et obligatoire de son entreprise, qui se trouve couvert ultérieurement par un dispositif ci-dessus énuméré (ex : couverture par le biais du conjoint), peut faire valoir sa dispense d'adhésion au régime de son entreprise auquel il adhérerait antérieurement.

Dans tous les cas, l'employeur doit être en mesure de produire la demande de dispense écrite des salariés concernés.

| |
|--------------------------------------------|
| Financement du régime - cotisations |
|--------------------------------------------|

Le financement du régime frais de santé se fait par le biais d'une cotisation patronale et d'une cotisation salariale précomptée sur le bulletin de paie.

La répartition de ce financement se fait de la manière suivante :

Cotisation mensuelle à compter du **1^{er} octobre 2021 – PMSS 2020 – 1,44%**

Isolé : 1,44% du PMSS

| Structure de cotisations | Part patronale | Part salariale | Cotisation totale |
|--------------------------|----------------|----------------|-------------------|
| Isolé | 26€ | 4,75€ | |
| Duo | 0% | 100% | |
| Famille | 0% | 100% | |

Les cotisations seront retenues sur le salaire du salarié et pourront être révisées chaque année selon l'évolution du contrat d'assurance collective.

Toute évolution ultérieure de la cotisation sera répercutée dans les mêmes proportions que celles prévues dans la présente décision.

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

Garanties

En ce qui concerne la définition des garanties, il convient de se reporter au contrat d'assurance collective à adhésion obligatoire conclu entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la mutuelle.
A titre indicatif, le tableau des garanties souscrites est joint à la présente.

❖ **Maintien de la garantie pendant la suspension du contrat de travail du salarié**

Conformément aux dispositions de l'article L.242-1 du Code de la Sécurité sociale et de la lettre-circulaire ACOSS 2008-14 du 22 janvier 2008 dont les dispositions sont reprises dans la circulaire n° DSS/5B/2009/32 du 30 janvier 2009, les garanties sont maintenues aux salariés dans les cas de suspension du contrat de travail donnant lieu à indemnisation. Lorsque pendant une période de suspension du contrat de travail, le salarié bénéficie d'un maintien de salaire (total ou partiel) ou bien d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur, les garanties prévues par le présent régime doivent être maintenues pendant toute la durée de suspension du contrat de travail indemnisée. La participation de l'employeur doit également être maintenue au profit du salarié pendant toute la durée de suspension du contrat de travail indemnisée (sauf maintien de garantie gratuit).

A contrario, l'employeur n'a pas d'obligation de maintenir le régime collectif obligatoire ainsi que sa participation au profit des salariés en suspension de contrat de travail non indemnisée. Il peut s'agir des salariés absents en raison d'une maladie, d'une maternité ou d'un accident ou des salariés absents pour des raisons autres que médicales (ex : congé parental, congé sans solde, congé sabbatique, etc.). L'exclusion de l'assiette des cotisations de sécurité sociale des contributions patronales ne peut donc pas être remise en cause au motif que le régime n'organiserait pas le maintien des garanties et de la contribution de l'employeur au profit des salariés en suspension de contrat de travail non indemnisée.

❖ **Maintien de la garantie après rupture du contrat de travail du salarié - portabilité des droits**

Sous réserve de justifier de leur situation, les anciens salariés dont le contrat de travail a fait l'objet d'une rupture ouvrant droit à indemnisation de l'assurance chômage, à l'exclusion d'un licenciement pour faute lourde, continuent à bénéficier du contrat d'assurance, dans les conditions définies à l'article 14 de l'ANI du 11/01/08 modifié par avenant n°3 de mai 2009 étendu par arrêté du 07/10/09 publié au JO du 15/10/09 et dans les conditions définies à l'article L.911-8 du Code de la sécurité sociale pour toute rupture de contrat de travail intervenant à compter du 1^{er} juin 2014. Les modalités de la portabilité des droits figurent dans la notice d'information.

Informations individuelle et collective

En qualité de souscripteur, la **Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Régie ASSAINISSEMENT** remettra à chaque salarié de droit privé et à tout nouvel embauché sous contrat de droit privé, une notice d'information rédigée par l'assureur résumant notamment les garanties et leurs modalités d'application.

Les salariés sous contrat de droit privé de la **Régie ASSAINISSEMENT** seront informés individuellement, selon la même méthode, de toute modification des garanties.

Pour la bonne règle, une copie de la présente décision a été remise en mains propres aux salariés de droit privé contre émargement.

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

| |
|---------------------------------------------------------|
| Date d'effet et durée de l'engagement unilatéral |
|---------------------------------------------------------|

L'engagement de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de mettre en place ce régime est à durée indéterminée. Il sera susceptible d'être dénoncé, après mise en œuvre de la procédure prévue par la jurisprudence, concernant la dénonciation des usages et engagements unilatéraux de l'employeur.

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis réexaminera le choix de l'organisme assureur dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de la date d'effet de la présente décision.

La présente Décision Unilatérale Employeur prend effet à compter du **1^{er} octobre 2021**.

Fait à Sophia Antipolis, le
En double exemplaire

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis - Régie Assainissement

Monsieur Olivier BERARD

Directeur Régie Assainissement

AVERTISSEMENT :

Ce document n'a d'autre valeur que purement indicative : il appartient à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis seule compétente en la matière, de recueillir les informations et conseils nécessaires avant la mise en place du régime.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 05/07/2021
Numéro : CC_2021_151
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise en place d'un régime obligatoire frais de santé pour les Régies Eau potable et Assainissement
Matière : 4.4 - Autres categories de personnels

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : ylaUhwa

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/07/2021
Identifiant : 006-240600585-20210705-CC_2021_151-DE

Acte reçu

Date : 05/07/2021
Numéro interne : CC_2021_151
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 4
Objet : Mise en place d'un régime obligatoire frais de santé pour les Régies Eau potable et Assainissement
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20210705-CC_2021_151-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_151-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20210705-CC_2021_151-DE-1-1_3.PDF

N